

DEMANDE D'OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE SAUVEGARDE

Le chef d'entreprise ci-après dénommé :

Nom, prénom :	Nationalité :
Date et lieu de naissance :	N° Téléphone :
Situation matrimoniale :	N° de portable :
Domicile :	

Agissant en qualité de : (1) Commerçant / Artisan / Représentant légal de la société ci-dessous :

Assisté ou représenté par :

Nom, prénom, qualité :	
Adresse :	
Toque :	N° Téléphone :
	N° de portable :

Demande l'ouverture d'une procédure de sauvegarde

Pour les personnes physiques :

Nom, prénom :	N° d'identification*(RM) :
	N° d'identification*(RCS) :
Enseigne :	N° Gestion** :
Activité exercée :	Code Naf :
Adresse de l'établissement principal :	N° Téléphone :
Conjoint :	Co-exploitant :
Nom, prénom :	
Adresse :	
Régime matrimonial :	

Pour les personnes morales (sociétés, associations...) :

Dénomination :	N° d'identification*(RCS) :	
Sigle :	N° Gestion** :	
Forme juridique :	Capital :	Code Naf :
Siège social :		
Enseigne :	Nom commercial :	
Activité exercée :		
Adresse de l'établissement principal :	N° Téléphone :	

* N° SIREN en application du décret 97-497 du 16 mai 1997

** N° entre parenthèses sur le KBIS

A la date à laquelle est demandée l'ouverture d'une procédure de sauvegarde :

Nombre de salariés de l'entreprise :

Montant du chiffre d'affaires annuel en Euros (à la date de clôture du dernier exercice) :

Nature des difficultés rencontrées par l'entreprise :

Raisons pour lesquelles l'entreprise n'est pas en mesure de surmonter ses difficultés

PERSPECTIVES DE REDRESSEMENT

Adresse (et éventuellement enseigne) des autres lieux d'exploitation en dehors du siège (ateliers, bureaux, usines, entrepôts...)



Nom – Adresse et N° de téléphone du commissaire aux comptes et du cabinet comptable ou de l'expert comptable :



(1)Rayer la mention inutile

ACTIF
(Inventaire des biens - Etat chiffré des créances)

	Valeurs en Euros	
	Disponible	Non disponible
IMMOBILISATIONS (biens immobiliers, fonds de commerce, mobilier, matériel, véhicules, immobilisations financières ...)		
VALEURS D'EXPLOITATION (stocks, en cours de production)		
VALEURS RÉALISABLES ET DISPONIBLES (créances sur clients, autres créances, disponibilités en banque et en caisse)		
TOTAL GÉNÉRAL		

PASSIF
(Etat des dettes)

A - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÉGES GÉNÉRAUX Nom / dénomination, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
a) SALARIÉS		
b) ADMINISTRATIONS FISCALES		
c) ORGANISMES SOCIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

PASSIF
(Etat des dettes)

Nom / Dénomination, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
B - CRÉANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILÉGES SPECIAUX		
a) CREANCIERS HYPOTHECAIRES		
b) CREANCIERS NANTIS		
c) AUTRES CREANCIERS GARANTIS PAR DES PRIVILEGES SPECIAUX		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

PASSIF
(Etat des dettes)

Nom/ dénomination, adresse et références	Montants dus en Euros (TTC)	
	Echus	A échoir
C - CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES (SANS PRIVILEGE)		
a) BANQUES		
b) ASSOCIES CREANCIERS EN COMPTE COURANT		
c) AUTRES CREANCIERS CHIROGRAPHAIRES DONT FOURNISSEURS		
TOTAL		
TOTAL ÉCHU + À ÉCHOIR		

ENGAGEMENT HORS BILAN
Cautions données / crédits baux

	Montant en Euros (TTC)

RÉSERVES DE PROPRIÉTÉ

	Montants en Euros (TTC)

TOTAL DE L'ACTIF (disponible) :Euros

TOTAL DU PASSIF (échu et à échoir) :Euros

Pour les professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé exerçant sous forme de société commerciale, préciser l'ordre professionnel ou l'autorité dont dépend la société : Nom, adresse :

Documents à joindre à la déclaration de demande d'ouverture de procédure de sauvegarde : (article 50 décret n° 2005-1677 du 28 décembre 2005)	Documents joints : (1)	
- Copie pièce d'identité du représentant légal	oui	non
- Extrait d'immatriculation RCS ou répertoire des métiers, le cas échéant	oui	non
- Etat complet des privilèges	oui	non
- Comptes annuels du dernier exercice	oui	non
- Situation de trésorerie de moins de huit jours	oui	non
- Prévisionnel de trésorerie et d'exploitation	oui	non
- Si l'entreprise exploite elle-même une ou des installations classées pour la protection de l'environnement (prévention des pollutions, des risques et des nuisances), copie de l'autorisation ou de la déclaration	oui	non
- Attestation sur l'honneur certifiant l'absence de désignation d'un mandataire ad hoc ou d'ouverture d'une procédure de conciliation dans les dix-huit mois précédant la demande ou dans le cas contraire faisant état d'une telle désignation ou de l'ouverture de la procédure et mentionnant sa date ainsi que l'autorité qui y a procédé :	oui	non

Existe-t-il un comité d'entreprise : (1) Oui Non
A défaut des délégués du personnel : (1) Oui Non
Des représentants ont-ils été désignés : (1) Oui Non
Si oui, nom et adresse de ces représentants :

- PV d'élection du représentant fourni ce jour avec la demande d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (1)
- PV d'élection du représentant fourni à l'audience en chambre du conseil (1)

Motifs qui empêchent la production des pièces manquantes ou incomplètes prévues par l'article 50 du Décret du 28 décembre 2005:

Le soussigné (Nom, prénom) :

atteste l'absence de désignation d'un mandataire ad'hoc ou d'ouverture d'une procédure de conciliation dans les 18 mois précédents.

Ceci est obligatoire depuis le 01/01/2006.

Fait à

le

Signature

NE PAS OUBLIER DE PARAPHER TOUTES LES PAGES

(1) Rayer la mention inutile

(2) Cocher la case